

## FOCUS POST-CONFINEMENT Économie du sport

À retrouver sur [GroupeBPCE.com](http://GroupeBPCE.com)



Premier partenaire Premium des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, le Groupe BPCE qui a publié en février dernier, avec BPCE L'Observatoire, une analyse économique, statistique et comportementale inédite visant à comprendre ce que représente la filière sport en France et ses enjeux économiques, vous propose un focus post-confinement sur le secteur.

### La pratique du sport, élément essentiel de la vie des Français

- Les restrictions post-confinement jugées bien équilibrées.

**64%**

des Français "en manque"  
de sport de plein air.

**40%**

ont pratiqué une activité sportive  
pendant le confinement  
(surtout des pratiques d'intérieur).

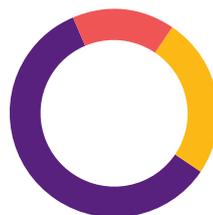


**+ d'1/3** ferait davantage de sport  
après le 11/05.

Les sports individuels en plein air (marche, vélo, course à pied) et en intérieur (musculature, yoga) sont privilégiés.

- Une reprise ultérieure très progressive des autres sports.

### Les nouvelles règles relatives à la pratique sportive sont...



**16%**

trop strictes.

**25%**

pas assez strictes.

**59%**

bien équilibrées.

Baromètre Sport-Odoxa

### Les associations sportives plus exposées à la crise que leurs consœurs



Avec seulement **22%**  
de ressources sous forme  
de subventions publiques  
(vs **45%** pour la moyenne des associations),  
les associations sont davantage sensibles  
aux aléas de l'environnement.



En particulier **35%**  
des recettes d'activités sont liées à la tenue  
d'événements qui ont été souvent annulés.  
Les demandes de remboursement  
de cotisations constituent également  
un risque.

**8%**

DES RECETTES  
VIENNENT DU SPONSORING

**20%**

POUR LES ENTITÉS EMPLOYEUSES

**15%**

des associations sportives  
disent ne pas pouvoir  
se passer de cette source  
de financement.

**14%**

des entreprises sponsors  
devraient poursuivre leur  
soutien normalement,  
selon l'USC.





## Une forte exposition de la filière sportive marchande à la récession, mais des impacts différenciés

- La filière sport, relativement à la moyenne des TPE/PME, est globalement **plus orientée vers la croissance que vers la consolidation financière** ; elle risque d'être **davantage exposée que la moyenne à cette rupture brutale** d'activité d'autant qu'elle se situait sur un rythme de croissance soutenu.



**77%**  
**des entités s'estiment fortement impactées par la crise sanitaire.**  
L'emploi reste préservé en lien avec un recours massif au chômage partiel.  
(85 % des sondés) CoSMoS/SportCarriere



devraient subir **une perte d'activité**, de l'ordre de **25 à 40%**, surtout l'enseignement et le coaching...

Elles devraient bénéficier du fonds de solidarité et des mesures de soutien mais les entités les plus exposées sont celles ayant investi.



- 19%** déjà en difficulté, sont très exposées
- 29%** ayant stratégiquement privilégié la croissance
- 16%** en rétablissement sont fragilisées
- 29%** sont solides et ont des marges de manœuvre financières

Le plan de soutien est déterminant pour préserver l'infrastructure de cette offre sportive territoriale.

## Des mesures d'urgence renforcées pour la filière sport

**FILIÈRE SPORT**

EXONÉRATION DE COTISATIONS SOCIALES (TPE-PME)

ACCÈS AU FONDS DE SOLIDARITÉ ÉLARGI

HAUSSE DU PLAFOND DE SUBVENTION...

La ministre des Sports a annoncé travailler sur un **"plan de relance du sport"**.

[www.sports.gouv.fr](http://www.sports.gouv.fr)

## Quel impact sur l'activité de la filière en 2020 et quels changements pour le sport de l'après-crise ?

**-30%**

C'est l'estimation de la baisse d'activité de la filière sport en 2020, dont le chiffre d'affaires pourrait chuter à **54 Md€** (contre 78 Md€ en 2019). Un fort rebond est toutefois attendu l'année prochaine.  
*Estimation BPCE L'Observatoire*



**Plateformes numériques et e-sport plébiscités pendant le confinement.**  
L'évolution des pratiques pourrait s'accélérer et stimuler le développement des SporTech.



À moyen-long terme, l'économie du sport devrait bénéficier de la prévalence des enjeux de santé publique et de la montée des préoccupations individuelles pour la préservation du capital santé.

